

VERS UN CABINET PAINLEVÉ. — KERENSKY CONTRE KORNILOF

EXCELSIOR

Huitième année. — N° 2,492. — 10 centimes.

Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. — NAPOLEON

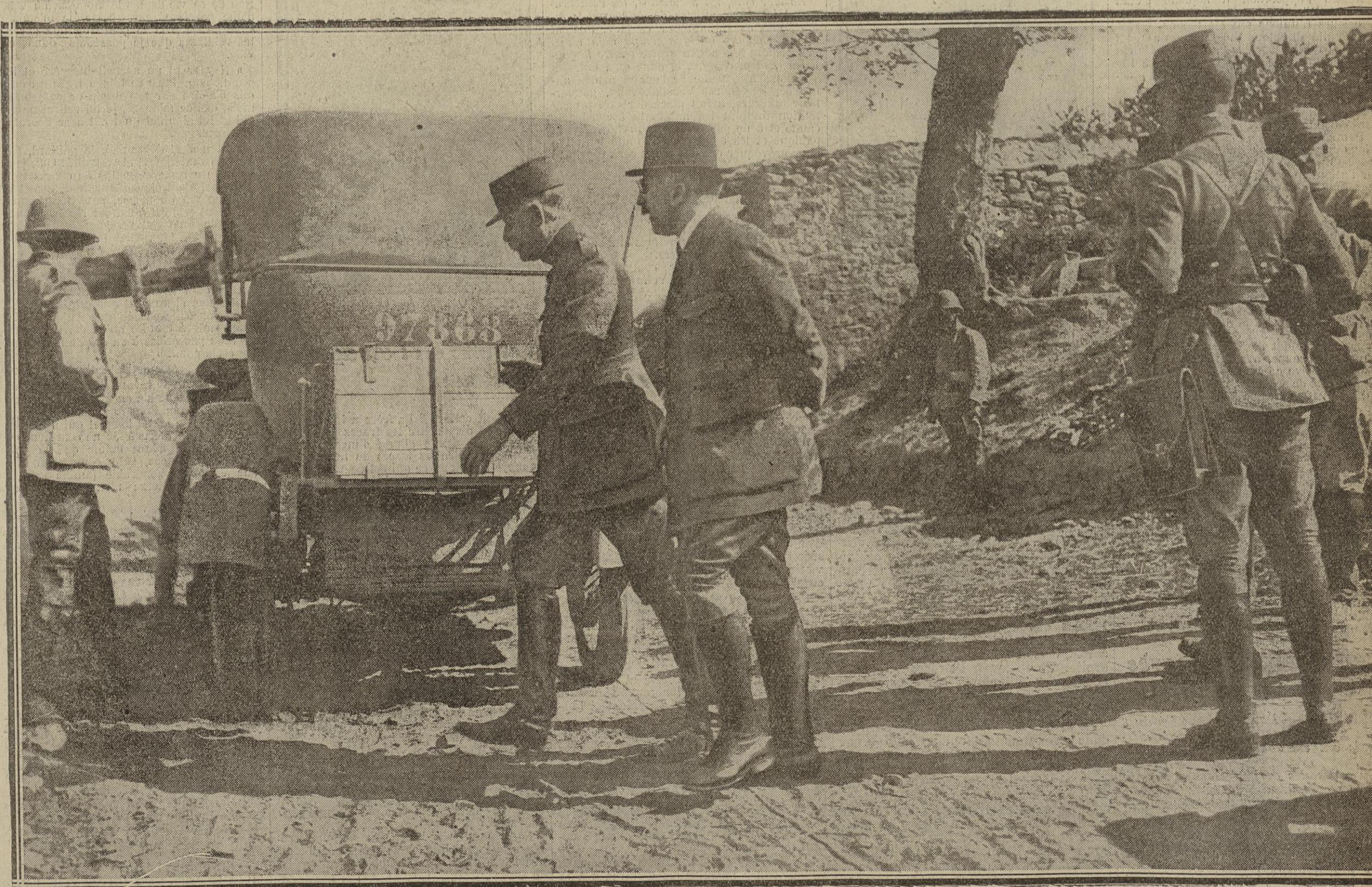
Mardi
11
SEPTEMBRE
1917

RÉDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris
Téléphone : Gutenberg 02.73 - 02.75 - 15.00
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées
:: Télephone : Wagram 57.44 et 57.45 ::
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois. 10 fr.; 6 mois. 18 fr.; 1 an. 35 fr.
Etranger... 3 mois. 20 fr.; 6 mois. 36 fr.; 1 an. 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, Bd des Italiens. — Tél. : Cent. 80-88
PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

M. JUSTIN GODART SUR LE FRONT DE MACEDOINE



LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ETAT DU SERVICE DE SANTÉ, ACCOMPAGNÉ DU MÉDECIN-INSPECTEUR RUOTTE, VISITE LES DÉCOMBRES DE MONASTIR



M. JUSTIN GODART ET LE GÉNÉRAL SARRAIL PRÈS D'UN POSTE AVANCE, EN ALBANIE, A 3 KILOMÈTRES DES LIGNES AUTRICHIENNES

M. Justin Godart, sous-secrétaire d'Etat du Service de Santé, s'est rendu dernièrement sur le front de Macédoine, où il a inspecté les ambulances et toutes les installations sanitaires de l'armée d'Orient. Il a manifesté sa satisfaction des services rendus

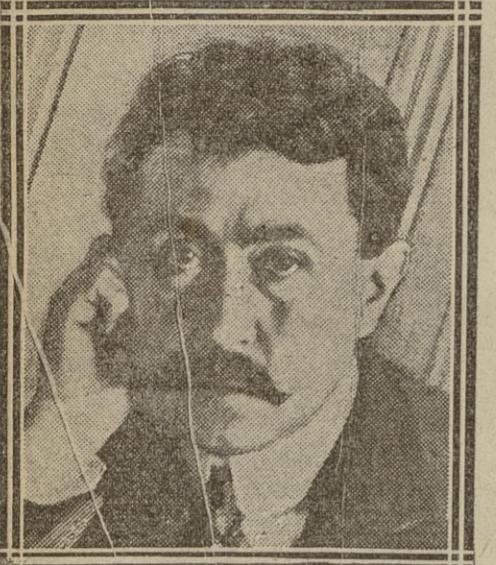
par tout le personnel médical et infirmier dont le dévouement et le travail ont vaincu les difficultés relatives à la question des transports et aux conditions climatériques. M. Justin Godart est ensuite allé en Italie et a visité les lignes conquises sur le Carso.

M. PAINLEVÉ ACCEPTE DE FORMER LE CABINET

Il fera un ministère d'union, dont l'action nationale et militaire sera des plus énergiques.

Ainsi que nous l'avions fait prévoir, c'est à M. Painlevé que M. Poincaré fait appeler hier matin, pour former le nouveau cabinet. Auparavant, le président de la République avait confié avec les présidents de la Chambre et du Sénat, qu'il avait fait appeler une seconde fois à l'Elysée.

M. Painlevé réserva tout d'abord sa réponse définitive. Dans la soirée, il retour-



M. PAUL PAINLEVÉ

nait chez le président de la République et lui faisait connaître qu'il acceptait la mission qui lui avait été offerte.

En sortant de l'Elysée, M. Painlevé nous a dit :

— J'ai déclaré au président de la République que j'allais tenter de former un cabinet où tous les partis seraient représentés, cabinet d'union, d'action nationale et militaire la plus vigoureuse possible.

Le ministre de la Guerre continuera ce matin ses démarches.

M. Painlevé a vu, dans l'après-midi d'hier, les présidents de la Chambre et du Sénat ; M. Ribot, président du Conseil démissionnaire ; M. Clemenceau, président de la commission de l'armée du Sénat, et M. Renoult, président de la commission de l'Assemblée de la Chambre.

Comme président du groupe du parti radical et radical-socialiste, M. Renoult a également fait part à M. Painlevé des intentions de son groupe.

M. Painlevé recevra ce matin les délégués du groupe du parti socialiste.

L'après-midi à la Chambre

À la Chambre, où l'on avait su le matin que M. Painlevé avait été appelé à l'Elysée, les couloirs n'ont cessé de présenter la plus vive animation. Tous les députés s'accordaient pour prévoir le succès des démarches du ministre de la Guerre, qui était assuré de ne pas rencontrer chez les socialistes l'opposition à laquelle s'était hésité M. Ribot.

Plusieurs réunions ont été tenues.

Le comité directeur du groupe du parti radical et radical-socialiste, auquel s'étaient joints les membres du parti présents à Paris, a examiné la situation politique et « déterminé la conduite à tenir dans la crise actuelle ».

Son président, M. Renoult, a été chargé de faire part de ses décisions à M. Painlevé.

Nous croyons savoir que M. Renoult a reçu du comité directeur la mission d'attirer l'attention de M. Painlevé sur l'importance numérique du groupe et l'utilité d'en tenir compte dans la répartition des portefeuilles. D'autre part, en présence des attaques provoquées par certains scandales, le comité directeur aurait exprimé son désir de voir le nouveau gouvernement revenir aux principes de défense républicaine et demandé que les portefeuilles de l'Intérieur et de la Justice fussent confiés à des personnalités du groupe radical et radical-socialiste.

Les socialistes avaient simplement confirmé à leurs délégués, MM. Albert Thomas, Renaudel, Moutet, Adrien Veber et Hubert Rouger, le mandat d'entrer, en pourparlers, au nom du groupe, avec M. Painlevé.

Sur l'initiative de M. Joseph Denais et de quelques-uns de ses amis, un certain nombre de députés républicains modérés ont décidé de convoquer à bref délai leurs collègues, en vue d'examiner la situation politique dans ses rapports avec la défense nationale.

Enregistrons maintenant, avec les réserves qui conviennent, quelques bruits qui circulaient hier soir au Palais-Bourbon :

Dans la future combinaison, M. Painlevé conserverait le portefeuille de la Guerre ; M. Chaumet, celui de la Marine ; M. Clémentel, celui du Commerce.

M. Steeg resterait à l'Instruction publique, l'Intérieur devant être confié à M. Renoult.

M. Albert Thomas demeurerait ministre de l'Armement ; M. Loucheur, sous-secrétaire d'Etat aux Fabrications de guerre.

On citait, d'autre part, les noms de MM. Stephen Pichon, Jonnard, Pams, Barthou, Varenne et René Besnard.

Le glorieux palmarès de nos aviateurs

OFFICIEL. — Dans les journées du 8 et du 9 septembre, cinq appareils allemands ont été abattus en combats aériens.

À cours des dernières semaines nos pilotes ont poursuivi la série de leurs exploits et ont obtenu les résultats suivants :

Le capitaine Guynemer a porté à cinquante le nombre des appareils allemands qu'il a détruits ;

Le sous-lieutenant Nungesser a remporté sa trentième victoire et le capitaine Heurtault sa vingtaine ;

Les sous-lieutenants Madon, Ortol, Lufbery, les adjudants Fonck et Jajier ont chacun pour leur part descendu leur dixième adversaire.

EST-CE UN COUP D'ÉTAT QUE KORNILOF A VOULU TENTER EN RUSSIE ?

Il a sommé Kerensky de lui remettre le pouvoir. Kerensky lui enlève son commandement

PETROGRAD, 10 septembre. — Le général Kornilof a remis à M. Kerensky un ultimatum lui demandant pleins pouvoirs pour constituer un nouveau gouvernement. M. Kerensky a répondu en demandant que le général Kornilof renonçât son commandement et quittât l'armée. (Radio.)

La cause du grave événement politique qui vient de se produire à Petrograd n'est que trop claire. Son caractère et sa nature se laissent moins facilement préjuger. On ne peut dire qu'une chose : c'est sans étonnement que le monde apprendra que le chef de l'armée a essayé de rétablir l'autorité gouvernementale en Russie.

Le général Kornilof a-t-il tenté un coup d'Etat, au sens vrai et classique du mot ? A-t-il voulu substituer à son profit le pouvoir militaire au pouvoir civil ? Son intention était-elle seulement de donner un avertissement nouveau au gouvernement provisoire et de renouveler, sous une forme plus pressante et plus propre à frapper les imaginations, le cri d'alarme qu'il avait poussé à Moscou ? Ou bien a-t-il voulu rendre le pouvoir au parti cadet ?

Le fait que le prince Lvov, l'ancien chef du premier gouvernement qui a succédé à la monarchie, ait été chargé de prier Kerensky de se démettre de ses fonctions est en faveur de cette dernière hypothèse. Le général Kornilof ne paraît pas, en tout cas, avoir eu une idée très nette de la manière dont les coups d'Etat réussissent. Il pouvait se douter d'avance de la réponse que ferait Kerensky : c'est par la destitution immédiate du général que le chef du gouvernement a riposte.

Quelle fut l'intention véritable du général Kornilof, il va sans dire que sa tentative ne pouvait réussir que s'il avait l'armée ou une importante fraction de l'armée avec lui. C'est la condition essentielle du succès pour un 18 Brumaire. Il ne semble pas que la tentative de Petrograd remplisse cette condition. Dans ce cas, Kornilof, au lieu de devenir dictateur, risque de n'être qu'un factieux. — J. B.

Un manifeste de Kerensky

PETROGRAD, 10 septembre. — Le président du Conseil des ministres, M. Kerensky, a publié la proclamation suivante :

Le membre de la Douma Lvov, arrivé à Petrograd, me somme, de la part du général Kornilof, de remettre tout pouvoir



GÉNÉRAL KLEMBOWSKY

voir civil et militaire au généralissime, qui formera un gouvernement nouveau. L'authenticité de cette sommation de Lvov me fut ensuite confirmée par le général Kornilof lui-même, à la suite d'un entretien par fil direct télégraphique de Petrograd au grand état-major.

Considérant cette sommation adressée en ma personne au gouvernement provisoire comme une tentative par certains milieux de la population de profiter de la situation difficile du pays pour y établir un état de choses contraire aux conquêtes de la Révolution, le gouvernement provisoire reconnaît nécessaire de me charger, pour le salut de la patrie et du régime républicain, de prendre les mesures urgentes indispensables pour couper à la racine tous les attentats contre le pouvoir suprême et les droits des citoyens conquises par la Révolution.

Aussi, je prends, pour le maintien dans le pays de la liberté et de l'ordre public, toutes les mesures que j'annoncerai en temps opportun à la population.

En même temps j'ordonne :

1° Le général Kornilof remettra sa charge au général Klembowsky, commandant en chef les armées du front Nord barrant actuellement l'accès de Petrograd, et le général Klembowsky sera chargé provisoirement des fonctions de généralissime tout en restant à Pskov;

2° Je déclare en état de siège la ville et le district de Petrograd. J'appelle tous les citoyens au calme pour maintenir l'ordre nécessaire au salut de la patrie et pour que l'armée et la flotte accompagnent tranquillement, fidèlement leur devoir de défense de la patrie contre l'ennemi extérieur.

Le nouveau généralissime

PETROGRAD, 10 septembre. — Le général Klembowsky, né en 1860, commandant en 1914 le 10^e corps d'armée. En 1915, il était nommé chef d'état-major de l'armée opérant sur le front Sud-Ouest qui, au début de la grande offensive de printemps dirigée par le général Broussilov, réussit à percer les lignes austro-hongroises à Olyka.

En juin dernier, il fut désigné pour commander en chef le front Nord en remplacement du général Dragomiroff.

Les maximalistes préparent un coup de force

PETROGRAD, 8 septembre (retardée en transmission). — Demain, 9 septembre, à l'occasion du demi-anniversaire de la révolution russe, le Soviet organise une quarantaine de meetings et des quêtes dans toute la Russie pour renforcer ses ressources pécuniaires.

De leur côté, les socialistes, les démocrates et les maximalistes de Petrograd, voulant, eux aussi, marquer ce jour, avaient annoncé depuis quelque temps déjà qu'ils préparaient une action armée contre le gouvernement provisoire, et dans quel but.

Aujourd'hui, veille de l'action armée annoncée, le général Vassiliskovsky, gouverneur militaire, a fait placer une proclamation invitant les habitants à garder le calme et à ne pas se laisser prendre par la panique et les assurant que toute tentative pour provoquer des désordres sera réprimée sans merci.

Selon les journaux du soir, le gouvernement provisoire discuterait de son côté, ce soir, les mesures nécessaires contre l'action projetée par les maximalistes, et la Velcherne Vremja croit savoir que tous les membres du cabinet sont unanimes sur le caractère décisif de ces mesures.

A la dernière heure, on communique que les maximalistes, voyant cette contre-action énergique, auraient renoncé à leur projet subversif.

LA SUÈDE EN DEMEURE D'EXPLIQUER SON RÔLE

C'est l'Angleterre qui se chargera de faire à Stockholm les démarches nécessaires.

La violation de la neutralité commise par la Suède ne pouvait manquer d'avoir des suites immédiates. Une intervention vigoureuse est donc sur le point de se produire à Stockholm.

C'est l'Angleterre, première et principale intéressée dans la question, qui se chargera de faire au gouvernement suédois les représentations nécessaires. En effet, c'est le câble anglais qui, par un surcroit d'indélicatesse, servait aux diplomates suédois à la transmission des dépêches allemandes.

Déjà, comme on le sait, en 1915, l'Angleterre avait eu l'occasion de se plaindre à Stockholm de faits semblables. On peut compter qu'après cette récidive sa demande de satisfaction sera particulièrement énergique.

A Londres

LONDRES, 10 septembre. — L'agence Reuters apprend que le ministre suédois arrivera ce matin de bonne heure à la légation, revenant de la campagne, fit part de son intention de rendre visite dans le courant de la journée au ministre des Affaires étrangères, mais il déclara être sans nouvelles de son pays.

Le retour à Londres du ministre argentin, qui est en ce moment sur le littoral, n'est pas attendu avant mercredi.

L'impression est que la première démarche doit venir de la Suède. En attendant, il paraît probable que, sauf les télégrammes du comte Wrangel, aucun télégramme chiffré vers la Suède ne sera permis.

Chez le ministre d'Argentine à Paris

A la légation de la République Argentine à Paris, la révélation des intrigues allemandes a causé une sensation profonde. M. Alvear, ministre plénipotentiaire en France, a bien voulu nous confier combien grave était la situation.

— L'Allemagne a pris vis-à-vis de mon pays l'engagement formel de ne pas torpiller nos bateaux. Reviendra-t-elle sur cette promesse en se solidarisant avec les déclarations de son ministre à Buenos-Aires ? C'est seulement lorsque le gouvernement argentin sera fixé sur ce point qu'une décision utile pourra être prise. En attendant, tout commentaire serait superflu. Je n'ai regretté, d'ailleurs, aucune communication officielle de Buenos-Aires.

Chez le ministre de Suède

A la légation de Suède, c'est le mutisme complet. La situation du ministre est évidemment devenue fort délicate. Aussi le comte Gyldenstolpe se retranche-t-il dans la réserve la plus absolue.

— Et pourtant, continua le prélat, est-ce ma faute si je gamin que j'ai perdu de vue il y a exactement vingt-huit ans, et depuis une existence aventureuse ? Je ne sais rien de sa vie depuis le moment où j'ai été nommé à une paroisse marseillaise, je m'étais occupé de lui pour le présenter aux excellentes relations que je possédais dans cette ville.

— Il y eut un accueil inespéré et il en profita pour faire certaines frasques que je m'abord sur le compte de sa jeunesse, mais dès ce moment, je lui retirai mon appui et lui signifiai qu'il eut à se débrouiller tout seul.

— Et il s'est débrouillé, le gaillard, car il était très intelligent et instruit... Oui, je sais bien, on a raconté un tas de choses ridicules ; qu'il avait été coiffeur de dames et vendeur de vin de messe, sous mon couvert. Mais tout cela est faux, car l'instruction très complète qu'il avait reçue à l'institution Barnave de Marseille lui permettait de choisir d'autres professions.

— D'ailleurs, je vous le répète, je l'ai perdu de vue depuis cette date éloignée, mais je savais qu'il avait réussi, c'est-à-dire qu'il était riche, si tant est que cela soit réussi, et je n'en étais pas étonné. Aujourd'hui encore, malgré tout ce qu'on écrit sur lui, je ne veux pas croire à sa culpabilité ; non, je n'y crois pas...

Et ici le prélat articule d'une voix forte : — Je trouve même inique de traiter comme un coupable en matière aussi grave et dans des conditions aussi bizarres un prévenu que l'on laisse libre et qui n'est même pas nettement accusé. Je ne comprends pas que l'on puisse, ayant même que la justice se soit prononcée, salir comme on le fait une vieille et honorable famille dont, actuellement, quatorze membres sont sous les drapés.

Le prélat reprit :

— Non, je n'admis pas qu'un fils né de notre brave homme de père et de notre sainte mère, puisse être traité à son pays. Mes grands-parents étaient Lyonnais et notre père, ingénieur des mines à Saint-Etienne, est venu ensuite à Marseille où, après un séjour de cinquante années, il a laissé la mémoire d'un homme aimé et estimé de tous.

— Tenez, ces jours-ci, me revient toujours un souvenir d'enfance qui hante mes nuits sans sommeil.

— En 1870, j'étais un collégien et je sortais avec mon père dans la rue, quand notre attention fut attirée par une affiche placardée sur la porte de la préfecture. Mon père la lut et, aussitôt, je le vis pâlir et se mettre à pleurer. Il venait d'apprendre l'entrée des Allemands à Chartres. Et vous voudriez que le fils de cet homme soit un traître ? Non, c'est impossible... impossible !

Il était inutile de prolonger cette entrevue et je me leva pour prendre congé.

En me reconduisant à travers son charmant et modeste domaine, Mgr Bolo me disait :

— Envoyez-moi des coupures sur ce qu'on dit de ce malheureux garçon... Vous voyez où je vis ; on est loin de tout, perdu... Je ne sais rien... Après tout, cela vaut peut-être mieux...

Et, d'un pas lassé, le prétre remonta les degrés du perron en m'envoyant de la main un adieu plein de tristesse. — JULES CHANCEL

UN ENTRETIEN AVEC MONSEIGNEUR BOLO

Le distingué prédicateur ne peut admettre que son frère soit coupable de trahison.

Saint-Georges-sur-Cher (De notre envoyé spécial). — A-t-on songé en parcourant, un sourire narquois aux lèvres, les détails racontés dans les journaux sur le romanesque Bolo pacha que cet homme a une famille sérieuse, bien posée, et que cette famille souffre cruellement de la triste publicité faite autour de son nom ? Je ne prétends certes pas défendre ni à



MGR BOLO, AUMONIER A CORFOU

taquer homme sur lequel la justice informe en ce moment, mais j'ai tenu à aller rendre visite à son frère, Mgr Bolo, l'éloquent prédicateur.

Mgr

PAR
A. LARISSON

L'Anadyomène s'étant amarrée dans le port de Gibraltar, lord Hurricane vint sur le spardeck où je devais avec Sarah, et, tendant son bras court vers le rocher, aveuglant sous le soleil, dit :

— Cela est beau, n'est-ce pas?

Nous avions, le matin même, franchi le cap Spartel, au milieu d'un véritable feu d'artifice de torpilles. Il y avait plusieurs sous-marins allemands des deux côtés du détroit, qui jouaient avec des troupes de patrouilleurs de tout âge et de tout type, parmi lesquels l'Anadyomène avait, un ou deux jours, lié la vaine partie de courir après les insaisissables pirates. Je n'osais pas dire au vieux lord que le séculaire effort naval de l'Angleterre se trouvait là en défaut. A quoi bon chagriner mon hôte? J'allais le quitter. Ici se terminait mon embarquement sur l'Anadyomène et bientôt le Djebel-Tarik me mènerait à Tanger-la-Bleue.

— Votre esprit nous a déjà quittés, n'est-ce pas? dit Sarah après un silence.

— Ma pensée reviendra souvent auprès de vous, répondis-je réellement ému..

Mais aussitôt mon émoi se changea en colère en entendant lord Hurricane assurer de sa voix grincante :

— Je pense que vous regretterez quelquefois l'Anadyomène. Ce n'est pas le luxe du bateau de Vanderbilt, mais j'ose dire que c'est plus confortable et que mon chef est un des meilleurs de l'Europe.

— En vérité, monsieur, m'écriai-je, vous prenez un soin singulier de détourner toute affection!

— Ainsi, répliqua-t-il, serai-je mieux assuré de n'en devoir aucune qu'à une sympathie vraiment sincère. Mais ne prenez nul souci de cela! Je n'ai pas besoin de votre affection ni d'aucune autre.

Sarah ne protesta que du regard. Mais quelle élégance dans ses beaux yeux!

— Ma chère, reprit le vieux lord, il est temps, d'en finir avec le roman sous les auspices de monsieur. Il m'a amené un homme, intéressant en vérité, et auquel je me fusse attaché, mais qui a préféré à mon amitié un cabanon marseillais où il mangera des oursins sur une table de marbre. J'ai sauvé la vie à Aristide Plissonnière. Je ne lui fis aucun reproche et même je le reverrai volontiers, mais enfin il se soucie peu de moi. Quant au commandant Bouyssol, je ne le crois pas en état, même avec quelques gâtons de plus et les citations les plus glorieuses, de subvenir aux besoins d'une personne comme vous. Vous ne dépensez pas tout à fait deux mille livres sterling par an. Ce n'est pas une somme!... mais enfin vous souffririez d'avoir moins et ni lui ni vous ne vous accomoderiez, je pense, d'être à ma charge. Ainsi, si vous m'en croyez, vous n'y penserez plus.

— J'y penserai toujours! s'écria Sarah, toute droite, et toute pâle, et presque tragique avec la grande cicatrice qui, semblant ravivée, barrait sa joue, d'un seul trait. M'aviez-vous appris à traîter les choses du cœur comme un passe-temps sans conséquence?

J'étais assez gêné de me trouver en tiers dans cette scène de famille. Heureusement le maître d'hôtel vint me tirer d'embarras en m'apportant une enveloppe. C'était un télégramme adressé au consulat de France, pour m'être remis à mon passage. Je m'éloignai et lus ceci :

« Prière informer lord Hurricane que je constitue à Bouyssol dot de deux cent mille francs ; l'assurer de mon amitié et reconnaissance et lui dire me faire connaître si projet mariage doit être pris au sérieux ou si je dois confirmer notre ami dans idée que ce n'est que rêve. — Aristide Plissonnière. »

J'apportai directement le papier à lord Hurricane. Il le lut.

— Il y aurait de quoi rire, dit-il enfin, si ce n'était pas touchant. Sarah, le capitaine Aristide Plissonnière me proposa de vous acheter deux cent mille francs pour son ami Bouyssol!... C'est un beau prix pour une esclave, mais vous êtes une personne libre.

Sarah secoua sa tête, autour de laquelle ses cheveux éparsillaient la lumière.

— Je ne suis pas libre!

Lord Hurricane alluma sa pipe, en tirant plusieurs bouffées et reprit :

— Si, vous êtes libre, libre de faire ce que vous voulez. Je n'ai pas d'objection contre Bouyssol et j'ajoute : il me plaît.

Le salua. Déjà la vedette accostait pour me conduire au Djebel-Tarik. Je me dirigeai vers la coupée, accompagné par le lord et sa fille. Avant d'en franchir le seuil, je baissai la main à Sarah. Lord Hurricane me tendit les siennes d'un geste affectueux qui me surprit.

Je partis. Dans le port, un groupe de torpilleurs appareillait, la vedette croisa leurs sillages. L'Anadyomène n'était plus, parmi les patrouilleurs de toute taille et de tout type, qu'une silhouette un peu plus élégante. Et Sarah n'était plus, sur le spardeck, qu'une petite ombre d'une grâce délicieuse... Que cela m'apparut fragile, au milieu des périls de la grande guerre! J'eus tout à coup le cœur étrangement serré, comme si, à cette minute même, m'assaillait le pressentiment de ce qui devait arriver... Ni moi, ni personne au monde ne devions jamais connaître le sort de cette belle Anadyomène, qui ne revint pas en Angleterre et disparut dans son voyage de retour, sans laisser un survivant ni une épave...

A. LARISSON.

FIN

(1) Voir *Excelsior* des 30 mai, 13, 19, 26 juin, 3, 10, 17, 23, 31 juillet, 7, 14, 21, 28 août et 4 septembre.

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATINLA BESOGNE SUSPECTE
DU MINISTRE DE SUÈDE
A WASHINGTONL'ACTIVITÉ INLASSABLE
DES PATROUILLEURS ANGLAIS
SUR TOUT LE FRONTLA PREMIÈRE AUDIENCE
DE L'AFFAIRE CHRISTOPHE
AU CONSEIL DE GUERRECe que l'on dit
à l'étranger

LES REVELATIONS DE M. LANSING

Les Daily News :

Il y a lieu d'agir prudemment en attendant les explications du gouvernement suédois. N'agissons pas inconsidérément, pensons que nous avons en M. Branting un ardent défenseur de notre cause.

Le Daily Chronicle :

Nous hésitons encore à croire que le gouvernement suédois ait approuvé la conduite monstreuse de ses fonctionnaires, conduite qui reflète la mentalité d'une partie de l'aristocratie et des cercles officiels suédois qui reçoit son éducation et ses idées d'Allemagne.

Les Alliés, appuyés par la grande majorité du peuple suédois, comprennent que le gouvernement de la Suède désavoue et punira sans retard les fonctionnaires coupables.

Le Times :

La Suède ne peut pas espérer que les Alliés, les États-Unis, la République Argentine, tous les neutres, qui ont été lésés, permettront qu'elle continue à user de ses priviléges de neutre.

Le Morning Post :

L'Argentine est maintenant à même de savoir si un Allemand est un hôte désirable dans un pays libre. A l'Argentine de régler ses propres affaires, mais si elle reste neutre, les Alliés ne pourront la protéger contre le renouvellement de pareilles mésaventures. Malgré la gravité des révélations, il est bon d'attendre des explications du gouvernement suédois avant de prononcer que la Suède accusée est inexcusable de violation de neutralité et de parole donnée.

Une mise au point

Le Petit Parisien précise ainsi les conditions dans lesquelles M. Albert Thomas a été amené à refuser son concours à M. Ribot, refus qui a entraîné celui de M. Painlevé et de plusieurs des collaborateurs choisis par le sénateur du Pas-de-Calais :

Dimanche matin, M. Ribot avait dit à ses collaborateurs éventuels qu'il se croyait sûr du concours de M. Albert Thomas. Et ce n'est que dans l'après-midi du dimanche — vers 3 heures exactement — que M. Ribot eut une entrevue avec la délégation socialiste. A la suite de cette entrevue, M. Albert Thomas fit connaitre à M. Ribot qu'il ne pouvait entrer dans la nouvelle combinaison.

Un peu plus tard, M. Ribot apprit à ses collaborateurs éventuels qu'aucun concours socialiste n'était plus acquis au cabinet.

Lorsque cette décision leur fut communiquée, elle apparut à M. Painlevé et à plusieurs des collaborateurs éventuels de M. Ribot comme modifiant profondément la situation.

M. Painlevé se rendit auprès de M. Albert Thomas, pour essayer de le faire revenir sur sa détermination.

M. Albert Thomas déclara à M. Painlevé qu'il ne pouvait que maintenir sa décision. Cette décision, d'ailleurs, il alla la renouveler à M. Ribot.

C'est à la suite du refus de M. Albert Thomas que M. Painlevé fit connaitre, à son tour, à M. Ribot, qu'il ne pouvait entrer dans une combinaison sans le concours des socialistes.

L'ANÉMIE
est votre ennemie
Les
Pilules Pink
sont les ennemis
de l'ANÉMIE

Bourse de Paris du 10 septembre 1917

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET			PARQUET		
5 0/0 non libér.	55 95	58 95	Ob. Fano. 1895	345	342 ..
5 0/0 libér.	55 95	58 95	— 1893	387	380 ..
3 0/0 amort.	70 13	70 13	1893	199	200 ..
3 0/0	62 90	62 40	1893	401	401 ..
3 1/2	89	89	1893	333	336 ..
Tomes 1892.	335	338	1819	812	813 ..
Afrique Occident.	380	380	1819	1320	1320 ..
1893	572	570	1819	785	785 ..
1894	379	380	1819	895	890 ..
1895	241	236	1819	925	920 ..
1910 3 %	201 75	230	1819	710	710 ..
1910 3 %	237	228	1819	1130	1130 ..
1919	233	234	1819	1431	1431 ..
1917 1/2 %	497	497 50	Bréz.	459	459 ..
1867.	63	63	Suisse.	868	868 ..
1889 3 %	58	58	Hér.	435	439 50
Considér.	106 50	105 90	MARCHE EN BANQUE		
1890 extra.	65 20	61 30	Actions	388	388 ..
Italie 3 %	61	61 30	London	469	470 ..
Chine 1908.	408	408 50	Berl.	372	375 ..
A. gentil 1909.	494	488	St. Paul.	15	15 ..
Japan 1910.	520	75	Bréz.	159	159 ..
Span. d'Espagn.	776	776	Suisse.	90	90 ..
Ob. Can. 1872.	1165	1150	London	27 13,	27 18 ..
— 1893	440	440	Espagne	642 1/2	648 1/2 ..
— 1895	308	308	Allem.	241	245 ..
— 1896	335	338 25	Italie	74	76 ..
— 1911	500	500 50	Belg.	56 1/2	56 1/2 ..
— 1912	475	475	New-York	98	98 ..
— 1913	322	322 50	Urss.	125	127 ..
— 1888	340	340	Hér.	192	192 ..
— 1889	340	340	Mer.	176	180 ..
COEUR DES CHANCES					
Landes d'Espagn.	1893	1893			
Ob. Fano. 1895	345	342 ..			
Ob. Can. 1872.	27 13,	27 18 ..			
Ob. Fano. 1893	1893	1893			
Ob. Fano. 1895	387	380 ..			
Ob. Fano. 1896	401	398 ..			
Ob. Fano. 1897	431	425 ..			
Ob. Fano. 1898	459	455 ..			
Ob. Fano. 1899	495	488 ..			
Ob. Fano. 1900	520	510 ..			
Ob. Fano. 1901	562	550 ..			
Ob. Fano. 1902	595	580 ..			
Ob. Fano. 1903	625	610 ..			
Ob. Fano. 1904	650	635 ..			
Ob. Fano. 1905	675	660 ..			
Ob. Fano. 1906	700	685 ..			
Ob. Fano. 1907	725	710 ..			
Ob. Fano. 1908	750	735 ..			
Ob. Fano. 1909	775	760 ..			
Ob. Fano. 1910	800	785 ..			
Ob. Fano. 1911	825	810 ..			
Ob. Fano. 1912	850	835 ..			
Ob. Fano. 1913	875	860 ..			
Ob. Fano. 1914	900	885 ..			
Ob. Fano.					

LES COURS

— Le lieutenant lord Burghersh est l'hôte de LL. MM. le roi et la reine d'Angleterre au château de Windsor.

CORPS DIPLOMATIQUE

— S. Exc. l'ambassadeur des Etats-Unis et Mrs Nelson Page sont de retour à Rome.

— Sir John Newell Jordan, ministre de Grande-Bretagne en Chine, a quitté Londres pour retourner à Pékin.

INFORMATIONS

— Le duc de Montpensier, frère cadet du duc d'Orléans, est arrivé à Vichy pour y faire une cure.

Y sont également en ce moment : duchesse de Noailles, le maître Camille Saint-Saëns, comtesse de La Jonquière, comtesse de La Barre, vicomtesse de La Villesbret, comte de Saint-Genys, comtesse de Calmels, comtesse de Poligny, Mme José-Maria de Heredia, comte René de La Faye, Mme Auguez de Montalant, Mme René Doumic, vicomte et Mlle de Sartiges, M. F. de Calmels, etc., etc.

NAISSANCES

— Mme de La Fouchardière vient de mettre au monde, au château de Fontenelle, une fille appelée Jeanne.

— Mme Henri de Soos a donné le jour à un fils : Bernard.

— Mme Huet, née de Rozière, a mis au monde une fille : Geneviève.

MARIAGES

— Le mariage de M. André Terlinden, capitaine commandant au 6^e régiment d'artillerie belge, décoré de la Légion d'honneur et de la croix de guerre, fils de M. Terlinden, procureur général près la Cour de cassation de Belgique, et de Mme Terlinden, décédée, avec Mme Hainguerlot, fille de feu le baron Hainguerlot et de la baronne, née d'Adhémar, a été célébré ces jours derniers en l'église de La Membrolle, en Indre-et-Loire.

Les témoins du mariage étaient : M. Jacques Terlinden, capitaine commandant à l'état-major de la 6^e brigade d'artillerie, son frère, et le baron Gaston de Béthune, capitaine chef au service topographique de l'armée belge, son beau-frère ; pour la mariée, le baron Arthur Hainguerlot et le baron de Langlade, ses oncles.

— De Londres on annonce les fiançailles de lord Rodney, lieutenant aux Scots Greys, avec miss Majorie Lancelot-Lowther, fille du capitaine Hon. Lancelot et de Mrs Lowther.

DEUILS

— Hier ont été célébrées, en l'église Saint-Louis d'Antin, les obsèques du colonel d'artillerie Chauchat, inspecteur à la fabrique de munitions de l'armement.

Le deuil était conduit par les deux fils du défunt et par MM. Maurice Firmin-Didot et Robert Le Bret, ses beaux-frères.

M. Painlevé était représenté par un officier d'ordonnance, et M. Albert Thomas par le commandant Gavard.

Dans l'assistance : M. Lahovary, ministre de Roumanie ; M. Loucheur, colonel comme Ignatiéff, attaché militaire à l'ambassade de Russie ; Mme G. Firmin-Didot ; colonel, Mme et Mlle Le Bret, baron Girod de l'Ain, Mme Hatchette, M. Saint-Vel, commandant et comtesse de Maupas, vicomte et vicomtesse G. de Reviers de Mauny, M. A. Védrines, baron et baronne Pierre de Sancy de Roland, Mme J. Noblemaire, M. Lemercier, secrétaire général de la Compagnie de l'Est ; colonel Chaillot, M. d'Ascanio, baron de Serlay, Mme A. Bacot, M. et Mme Froment-Meurice, MM. G. et H. Roland-Gosselin, etc., etc.

Nous apprenons la mort :

De M. Francis Guérin, conseiller général de la Loire-Inférieure ;

De M. Frederick de Bourgogne, décédé à Lamarche (Vosges). Il avait épousé Mme Pelquin de Thelva et laisse deux filles ;

De M. Ruault, conseiller général des Côtes-du-Nord ;

Du compositeur Charles Lefebvre, professeur au Conservatoire de musique, qui a succombé à Aix-les-Bains ;

De Mme Marcel Demont, femme de l'ancien président de l'Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

BIENFAISANCE

— Le comité de l'Ami du Soldat se propose d'offrir gratuitement et sans frais aucun pour le destinataire un trousseau neuf, d'une valeur de 100 francs environ, au plus grand nombre possible de soldats de l'avant et de prisonniers de guerre reconquis sans ressources et sans famille, habitant un pays dévasté ou détruit pendant les hostilités. Ce trousseau sera remis aussitôt après la démobilisation et la libération. On est prié d'adresser les offrandes au secrétaire général de l'œuvre, 17, rue Marguerite, Paris.

Prière d'adresser les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière. Téléphone Central 52-11. Bureaux : 9 à 5 heures, dimanches et fêtes, 11 à 12 heures, 5 à 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

Les envois aux prisonniers

Le ministère des Affaires étrangères communique la note suivante :

Le transport des envois destinés aux prisonniers français en Allemagne, qui avait été pendant quelques jours interrompu, a repris son cours régulier et fonctionne à nouveau normalement.

Un vieux couvent s'écroule

PAMIERS, 10 septembre. — Le vieux couvent de Sainte-Ursule, de Pamiers, communément appelé dans le pays « La Cour des Miracles », s'est écroulé subitement ce matin, broyant sous ses décombres une femme de soixante ans.

Des militaires travaillent au déblaiement des ruines sous lesquelles on craint qu'il n'y ait d'autres victimes.

A VENDRE à la prop. 900 bout. vin rge Bordeaux 1996 Graves. Eer. JEAN, 69, r. Kater, Bordeaux.

A L'OLIVIER ROMAIN. Huile d'Olive gar. pure : l'estragon 38 fr.; extra-vierge 40 fr. franco contre rembourse. A. Carrier, 3, passage Rabel, Tunis.

ACCUMULATEUR POL pour lampe poche recharge plus de 100 fois. Une charge donne même durée éclairage continu que 6 piles séches. Notice franco. — CRISTEL, ingénieur, Rouen.

FORCES INCONNUES Avec la RAYONNANTE, expédié à l'essai, vous pouvez soumettre une personne à votre volonté, même à distance. Dem à M. STEFAN, 92, Bd St-Marcel, Paris son livre N° 37. GRATUIT.

EXCELSIOR

L'EMPEREUR D'AUTRICHE SUR LE FRONT DE L'ISONZO

CHARLES I^{er}, QUE L'ON VOIT ICI A GAUCHE, EXAMINE LES POSITIONS ITALIENNES

Quelques jours après que fut déclenchée l'offensive italienne, l'empereur Charles I^{er} se rendit sur le front de l'Isonzo où il assista à la défaite et à la

retraite de ses troupes. Il se trouvait en effet avec une de ses armées quand l'infanterie de nos alliés, dans un élan irrésistible, s'empara du Monte Santo.

BLOC-NOTES

J'ai souvent entendu dire que, pour un vrai fumeur, fumer moins est quelque chose d'infiniment plus douloureux que de ne plus fumer de tout. Se surveiller soi-même, se rationner, s'interdire de porter la main sur une cigarette qui vous tente, — voilà, paraît-il, le supplice. Si cela est vrai, quelle admiration ne devons-nous pas à l'homme sans argent qui, pouvant disposer d'un trésor, n'en retient que ce qui est strictement nécessaire à ses besoins, et repousse le reste!

Il est vrai que ce sage merveilleux est généralement un voleur... Et alors l'admiration devient difficile.

C'est pourquoi je me sens un peu troublé en lisant l'histoire du sac de la duchesse de Noailles.

Ce sac contenait deux cent mille francs de bijoux, plus une somme de cinq mille francs en billets de banque. La duchesse, l'ayant posé sur le comptoir d'un magasin où elle faisait quelques emplettes, ne l'y retrouva plus. La police se mit en campagne, et, depuis plusieurs mois, elle cherchait le voleur, qui demeurait, tout aussi bien que le sac, introuvable.

Il est enfin trouvé !

Le voleur ? Non. Le sac. Et c'est le voleur qui l'a rendu.

Cet inconnu (qu'on aimerait tant à connaître !) était un homme qui avait besoin de 2.800 francs. Il les cherche donc... Une femme élégante pose un sac à portée de sa main. Il le dérobe et l'entre chez lui. Les 200.000 francs de bijoux, il les écarte. Pourquoi s'embarrasser de cette richesse inutile ? Les billets de banque, c'est une autre affaire... Il lui faut 2.800 francs ; les voici. Il se fera scrupule d'en garder davantage.

Et c'est ainsi que la duchesse de Noailles (dont l'honnête filou s'était procuré l'adresse) recevait, il y a deux jours, à son domicile, un petit colis dans lequel il y avait son sac, tous ses bijoux intacts et 2.200 francs en billets de banque.

Cette histoire d'« aimable voleur » m'en rappelle une autre, que me conta naguère un homme charmant, M. Billotte, qui était, à cette époque, secrétaire général de la Banque de France. L'inconnu, sur lequel la Banque cherchait, depuis des années, sans y réussir, à mettre la main, était un faux monnayeur. Mais un sage aussi. Un voleur qui n'aurait besoin que de 5.000 francs par an pour être heureux.

Il fabriquait donc des billets de nulle qui étaient d'une exécution presque irréprochable (mais qu'on avait fini par reconnaître tout de même), et, discrètement, il en faisait passer cinq, chaque année, dans la circulation. Cinq... jamais un de plus. La Banque guettait ces billets pour les supprimer au fur et à mesure qu'ils lui tombaient sous la main ; et cela dura des années.

Puis, les faux billets ne se montrèrent plus.

L'inconnu était mort ; ou, peut-être, avait-il hérité ! M. Billotte, en me contant cette histoire, ajoutait gairement :

— En somme, nous avons gardé de ce criminel un assez bon souvenir. Il aurait pu nous gêner davantage...

SONIA.

La fin des comités secrets

Nous voici bientôt à la veille de la rentrée des Chambres. Fait curieux : il n'est pas question de comité secret ; aucune demande d'interpellation pouvant nécessiter un dépôt à huis clos n'est déposée. Mieux que cela, les rares députés qui se sont toujours opposés à ces sortes de délibérations nous disent :

— Si un comité secret était proposé, il y aurait maintenant plus de cinq cents voix pour le repousser...

Pourquoi cela, quand on se souvient de l'explosion de colère que souleva, le 14 mars 1917, une simple phrase du gén-

ral Lyautay, sur les risques auxquels pouvait être exposée la défense nationale du fait de la production, même en comité secret, de certains renseignements d'ordre technique ?

Est-ce l'affirmation du chancelier allemand, déclarant au Reichstag qu'il était au courant des détails de leurs débats secrets, qui rend les députés plus prudents ?

Une « première » ratée

C'était hier lundi la date fixée par la direction des fonds au ministère des Finances pour la mise en circulation des nouvelles pièces de nickel.

L'aspect de ces dernières, frappées d'après le type de la pièce de cinq sous de 1914 et perforées, est déjà connu. Il nous tardait néanmoins d'en rencontrer au hasard des transactions. Mais impossible d'en trouver une seule.

Ont-elles déjà été « rafées » par l'armée des collectionneurs ? Ou le ministère des Finances a-t-il différé, sans en prévenir le public, leur mise en circulation ?

Toujours est-il que la « première » annoncée hier a plutôt ressemblé à un four.

L'utilisation des compétences

Une auto s'arrête devant une boulangerie d'un quartier populaire. Un monsieur en descend et pénètre dans la boutique. C'est le vérificateur des farines. Car des fonctionnaires spéciaux sont chargés maintenant de vérifier les farines employées par les boulangers.

Mais un ouvrier qui garnit les rayons de pains s'arrête, étonné, et interpelle le nouveau venu :

— Comment, tu vérifies les farines, maintenant ! Tu as donc changé de métier ? Autrefois tu étais tondeur de chiens à Belleville !

Interloqué, le vérificateur balbutie quelques mots et, déclarant que tout va bien, fait mine de se retirer.

L'ouvrier boulanger l'arrête :

— Tu vas bien me servir la main ! Ce n'est pas parce que tu es monté en grade qu'il faut écraser les anciens copains !

GLORIEUSE INCERTITUDE...

Ce sont de petites scènes familiales, particulières aux époques de crises ministérielles — et toutes d'actualité.

Ce soir-là, monsieur est arrivé en retard à l'heure. Entrant en coup de vent dans la salle à manger où on l'attend pour se mettre à table, il arrête le reproche prêt à tomber des lèvres de madame :

— Nous sommes ministre ! dit-il simplement.

— Enfin ! soupire madame, subitement rayonnante.

Mademoiselle regarde papa avec admiration. Le jeune héritier de la future Excellence — dix-sept ans — a un mot :

— Chouette ! On va avoir des billets de théâtre.

Naturellement, les loyers ne furent pas payés. Aussi Mme Legerot, usuratrière des revenus de l'immeuble, réclama-t-elle hier, devant la justice de paix du IX^e arrondissement, le paiement de quinze termes impayés, soit 3.811 fr. 80, somme qu'elle doit employer pour des œuvres charitables.

Et le juge l'a autorisée à poursuivre M. Roux qui, locataire de nom, ne peut invoker le moratorium.

M. Roux, qui est, paraît-il, brouillé avec Cochon, doit maintenant regretter son obligation envers son ancien ami.

peaux à commander. Je n'ai plus rien à me mettre.

Et, cette fois, monsieur ne proteste pas.

Le dîner achevé, le futur ministre s'en va à la première réunion des nouveaux ministres.

Sur le seuil de sa loge, le concierge, qui a déjà appris la nouvelle, le salue avec toute la considération due à un personnage qui va diriger les affaires de l'Etat.

• • • • •

Onze heures du soir. Monsieur rentre.

Le salon est éclairé. Toute la famille est là, dans l'attente.

— Eh bien ! demande madame. Où allons-nous ?

— Nulle part, bougonne monsieur.

Et il ajoute, en homme qui a fréquenté les champs de courses :

— La combinaison est dans les choux...

— Pas même sous-secrétaire d'Etat ?

— Tout est à recommencer. X... a renoncé à former le nouveau cabinet. Nous sommes victimes d'une manœuvre inqualifiable.

Alors madame, qui voit s'évanouir toilettes, chapeaux, appartements ministériels, chauffeur à cocarde, a ce mot :

— C'est trop beau pour être vrai !

Et elle ajoute, avec un regard de commisération profonde à l'adresse du malheureux :

— Toi ministre ! mon pauvre ami... Mais tu étais le seul à le croire. — LÉOPOLD BLOND.

Le goût de 1917

Devant la devanture d'un marchand de tableaux proche de la rue Royale, les passants s'arrêtent volontiers avant-hier.

Quelle peinture attirent leur attention ?